

N°88

ost Observatoire
Social
Tunisien
المرصد الاجتماعي التونسي
FORUM TUNISIEN POUR LES DROITS ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX

FTDES
المنتدى التونسي للحقوق الاقتصادية والاجتماعية

RAPPORT 20 JANVIER 21

1492

Protestations

13

Suicides et tentatives
de suicide

61

Migrant(e)s

The January Issue **NOW** available in **English inside**

Forum Tunisien pour les Droits Economiques et Sociaux

📍 Adresse: 2, Avenue de France Imm Ibn Khaldoun (National),
2ème étage Apt325-Tunis Bab Bhar 1000

☎ Tél.: (+216)71 325 129 - Fax: (+216)71 325 128

✉ contact@ftdes.net 🌐 ftdes.net

**FRIEDRICH
EBERT
STIFTUNG**

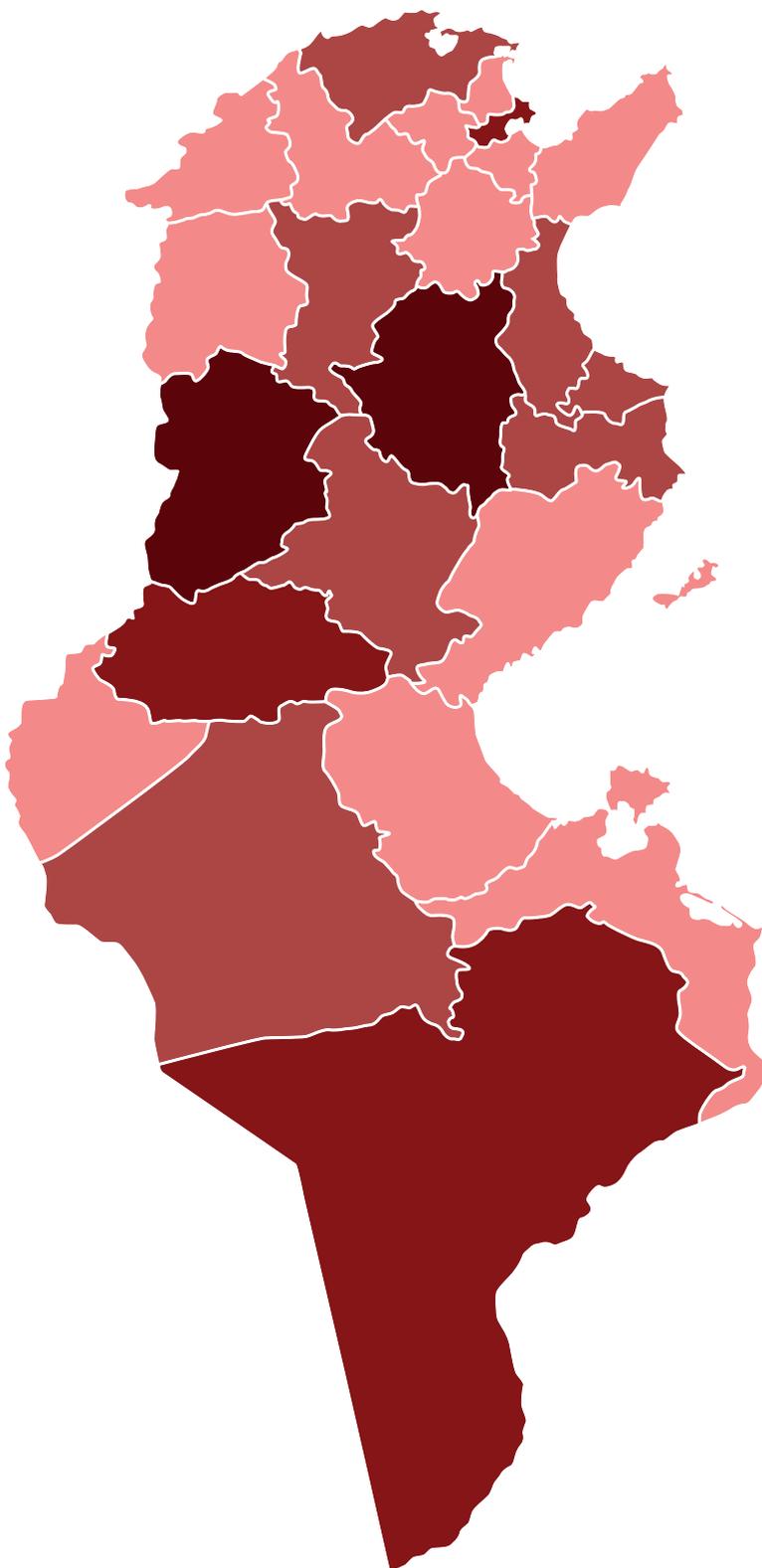
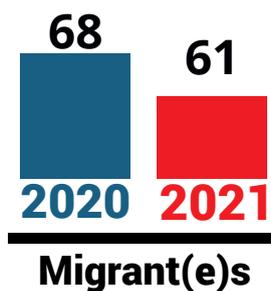
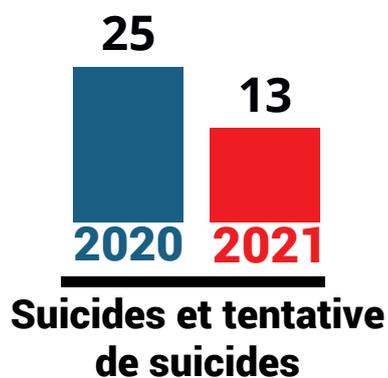
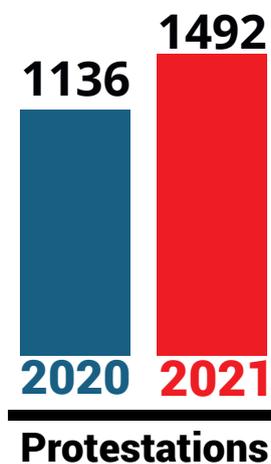
CCFD **TERRE
SOLIDAIRE**
Soyons les forces du changement

Tunisie

ANNEE 2021



JANVIER



INTRODUCTION

Les événements du mois de Janvier 2021 ont confirmé, au-delà de tout doute raisonnable, que l'élite politique est encore dans l'incapacité de faire face à la crise sociale, tant au niveau du diagnostic qu'au niveau du traitement. Ce traitement mineur commence par une mauvaise interprétation des manifestations sociales, leur donnant une dimension conspirationnelle, les considérant comme une forme de conspiration contre le pouvoir en place et en considérant les manifestants comme « des subversifs, des infiltrés et des gangs criminels » qui méritent d'être arrêtés et poursuivis judiciairement au lieu d'une réponse positive à leurs demandes d'origine économique et sociale.

Cette réaction minimaliste a coïncidé avec la célébration du dixième anniversaire de la révolution et n'est pas loin de nous rappeler l'atmosphère d'interprétation des protestations et de leur absorption d'avant la chute du régime, voire même dépasser cette atmosphère en appelant explicitement à la formation de milices et une sécurité parallèle qui soutient les forces de l'ordre dans leur répression des manifestations sociales. C'est un abus qui ouvre la voie à une nouvelle recrudescence des tensions sociales et poussant vers une explosion attendue dans ce contexte de diagnostic aveugle et de cette vision incorrecte dans le traitement des affaires publiques et dans la recherche de solutions et de sorties à la crise globale dans le pays dont le plus important aspect est l'augmentation considérable du nombre des pauvres, des chômeurs et des marginaux.

Le mois de Janvier historique :

Il n'est pas surprenant que des manifestations sociales éclatent au cours du mois de Janvier et le fait est que l'histoire des événements en Tunisie confirme que Janvier est une période de protestation, de mobilisation sociale et c'est au cours de laquelle le pays vit généralement des événements majeurs. Ceci a commencé le 24 janvier 1846, date de l'émancipation des esclaves et de l'abolition de l'esclavagisme par Ahmed Bey, ensuite le 18 janvier 1952, date du déclenchement de la révolution tunisienne contre le colonialisme, le jeudi noir du 26 janvier 1978, en passant par les événements du pain le 4 janvier 1984, puis le 14 janvier 2011, date de la fuite de l'ancien président Ben Ali vers son exil en Arabie Saoudite sur fond de protestations sociales.

Le mois de Janvier a donc toujours été une période de contestation, une tradition qui s'est perpétuée tout au long de l'histoire.

Et si avant la révolution la contestation a été associée à la mise en œuvre des nouvelles lois de finances et des nouvelles mesures fiscales, elle s'est transformée après la révolution en une saison de revendication de droits économiques et sociaux et dont le premier est l'emploi. Ces revendications qui sont des droits constitutionnalisés ont vu leur violation augmenter pendant la période de transition en raison de l'absence de changement dans le modèle de développement adopté et qui s'est avéré inefficace dans l'emploi et à travers la stagnation du taux de croissance économique à presque zéro ces dernières années, arrivant à -9% enregistrés fin 2020.

Bien que ce qui est nocif aujourd'hui ce ne sont pas des taxes supplémentaires mais plutôt la dégradation continue du niveau de vie, le mois de Janvier demeure dans l'esprit des gens comme le début des saisons des longues et continues protestations tout au long de l'année. Cela est confirmé à travers nos rapports mensuels publiés depuis six ans et qui fournissent aujourd'hui une base de données importante sur la carte de la colère, des tensions sociales, des revendications des manifestants et des formes de contestation qu'ils adoptent face aux autorités dont les membres changent constamment mais pas la performance.

Les manifestations de Janvier n'étaient donc pas surprenantes mais leur timing était surprenant pour tout le monde car personne n'est aujourd'hui en mesure de prévoir le moment des manifestations, quand et comment les gens manifesteront.

Ce qui a davantage surpris tout le monde, c'est la présence de nouveaux acteurs dans ces derniers mouvements de protestation, à savoir des mineurs et des adolescents.

L'opportunisme sur la crise de COVID

Il est probable que l'autorité politique pariait sur le confinement global de quatre jours (du 14 au 17 janvier), qui coïncidait avec le dixième anniversaire de la révolution pour empêcher toute forme de protestation dans les rues face à l'augmentation de la tension sociale et du mécontentement collectif en raison de la dégradation du niveau de vie et de l'augmentation des taux de pauvreté, de chômage et de marginalisation alimentés par la crise Covid tout au long de l'année 2020.

Mais à diagnostic erroné, traitement erroné. Le résultat en a été les manifestations nocturnes inattendues par l'élite dirigeante, le traitement répressif de la sécurité, les violations et les abus contre les manifestants, dont le nombre de détenus a atteint environ 1500.

C'est une gestion de la crise qui ouvre la voie à des évolutions inattendues dans les mois à venir. Des évolutions profondes imprégnées de la sévérité des tensions sociales et de la montée des discours de haine entre le citoyen et les forces de l'ordre, une situation qui ne peut produire que de la violence dans les prochains jours.

La réponse sécuritaire et oppressive aux manifestations a prouvé que les autorités a politisé la gestion de la crise de Covid et a fait du confinement global un plan pour empêcher la mobilisation sociale à l'occasion du dixième anniversaire de la révolution au lieu d'être une solution préventive pour protéger la vie des gens.

Bien loin de sensibiliser le citoyen, au moins par un discours communicatif rassurant en l'absence de stratégies et d'une vision claire de la réforme, que sa voix est entendue et que ses revendications sont prioritaires et sous l'attention des autorités, il est traité comme un mineur par l'adoption de mesures bien plus politiques que scientifiques.

Ces messages envoyés au citoyen augmentent la gravité des tensions sociales et face à la crise croissante de la propagation de la pandémie de Covid et de la transformation de la situation épidémique en une catastrophe humanitaire, la mauvaise gestion et politisation de cette crise sont devenues claires au regard du grand public.

C'est une réalité a été traduite par les manifestations nocturnes et les attaques contre des propriétés publiques et privées par des groupes en colère qui ont choisi une forme violente de protestation pour défendre des revendications fondamentales que l'élite politique ne cesse d'ignorer.

En revenant sur la crise de COVID, les chiffres officiels du ministère de la Santé publique indiquent une augmentation du taux de mortalité au cours du mois de janvier de 43% (2068 nouveaux décès en janvier) et une augmentation du taux de contamination de 47% (67.804 nouveaux cas en Janvier soit une moyenne d'environ 2 187 contaminations quotidiennes).

Le nombre de personnes sous respiration artificielle a augmenté de 8,66% (11 blessés), ceux en réanimation de 29,4% (95 blessés) et ceux qui ont dû être hospitalisés d'environ 34% (533 malades).

Il paraît clair que ces chiffres révèlent le déséquilibre entre le nombre de contaminations et l'accès à l'aide nécessaire au moment opportun puisque seuls 11 patients contaminés en Janvier ont bénéficié de la respiration artificielle au moment où la courbe enregistrait 67 804 nouvelles contaminations, parmi elles, seulement 95 personnes ont eu la chance de se rétablir !alors que le reste des malades ont été livrés à leur sort face au chantage des marchands d'oxygène, le prix exorbitant de la location d'une bouteille d'oxygène pour une semaine(450 dinars et un chèque de garantie de deux mille dinars).

Par ailleurs, le ministère de la Santé Publique vit une situation d'instabilité puisqu'environ 16 ministres sont passés par là depuis 2011, dont 4 ministres, pendant la crise de Covid.

Le dix-septième (et cinquième durant la période de la pandémie) ministre en charge du portefeuille de la santé attend toujours d'être assermenté à fin janvier.

Ces aberrations dans la gestion de la crise Covid, dans la gestion des affaires publiques et la gestion des revendications du peuple dans une situation économique et sociale critique ont imprégné dans l'esprit du peuple une image sombre de ceux qui sont au pouvoir.

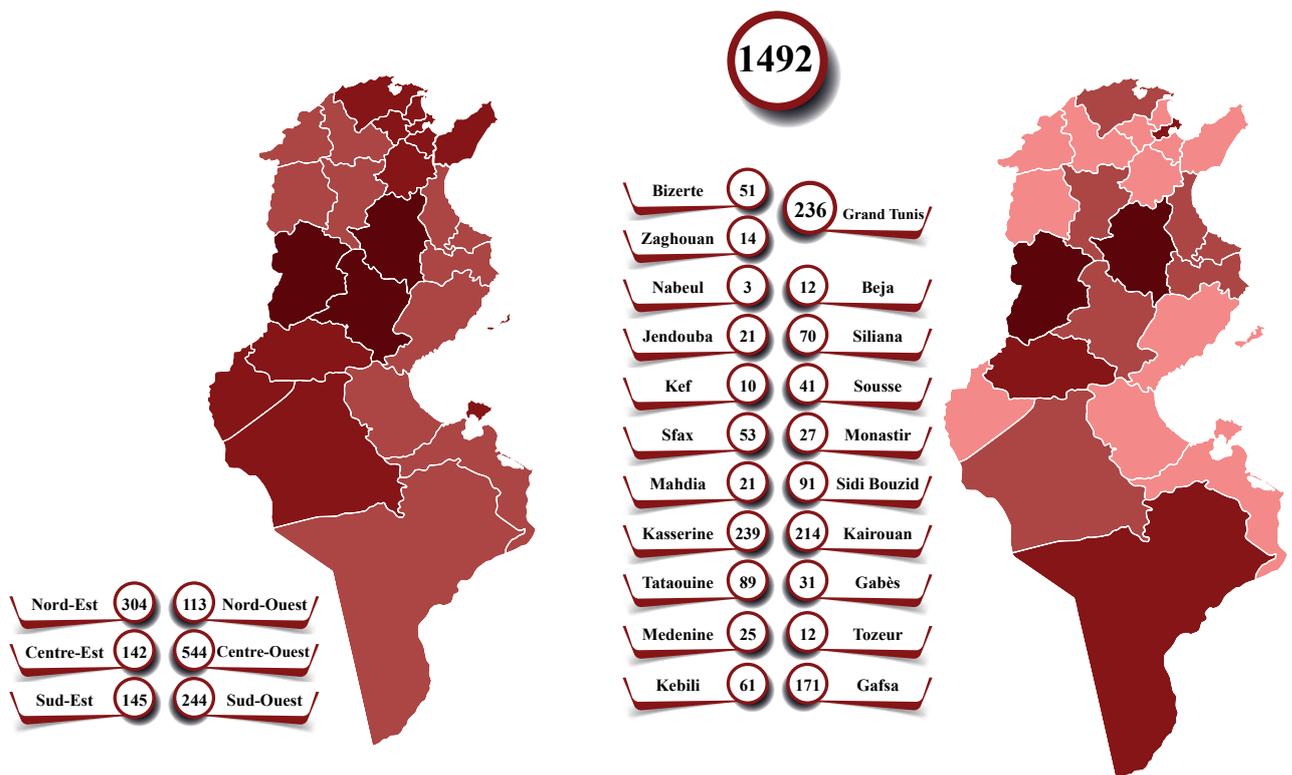
Par conséquent, les événements de janvier étaient un prélude à une année chaude et à des mois au cours desquels les caractéristiques, les déclencheurs et les formes des protestations ne sont pas clairement prévisibles mais tendront sûrement vers une violence probable.

LES MANIFESTATIONS DE JANVIER

La cartographie de la contestation sociale n'a pas beaucoup changé au cours du mois de Janvier 2021, à l'exception de l'augmentation notable du nombre de manifestations enregistrée dans le gouvernorat de Tunis par rapport à Décembre (de 105%), la carte de la colère reste confirmée dans l'Ouest, puisque la partie Ouest du pays, a enregistré environ 61% (901 mouvements de protestation) sur un total de 1492 manifestations sociales relevées tout au long du mois de Janvier 2021.

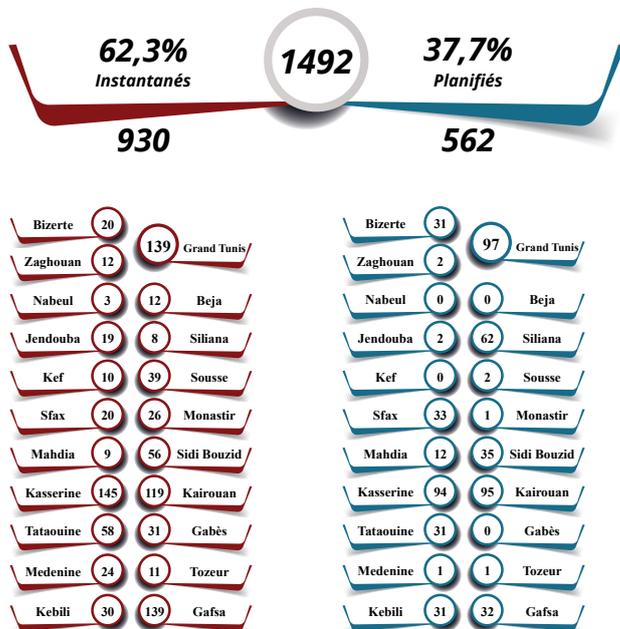
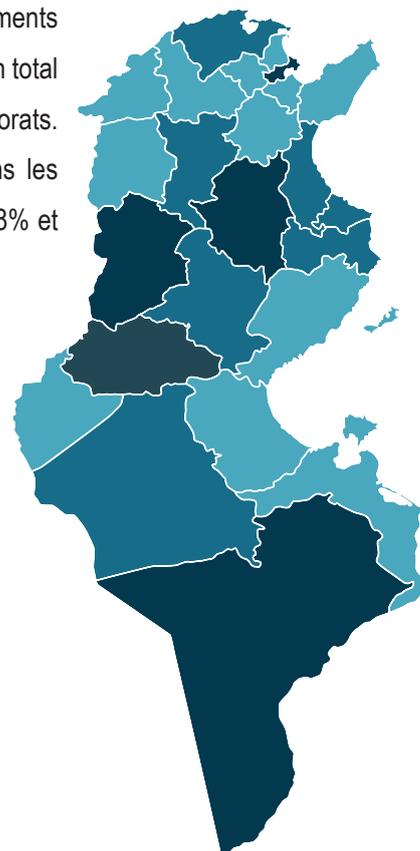


Les gouvernorats de Kairouan, Kasserine et Gafsa ont à eux seuls été témoins d'environ 42% du total des protestations. Ces 624 manifestations ont été réparties comme suit : 214 mouvements de protestation à Kairouan, 239 manifestations à Kasserine et 171 manifestations à Gafsa.

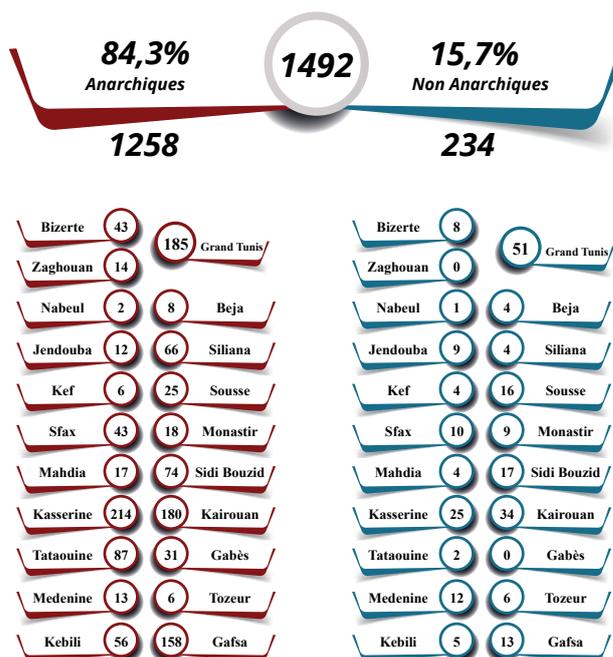
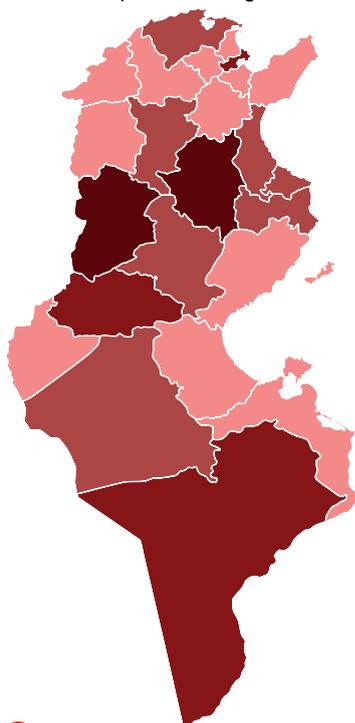


Le résultat des protestations et des mouvements sociaux, pour le mois de Janvier 2021, a montré l'émergence de la forme spontanées des protestations, avec une augmentation d'environ 12% et une diminution des manifestations organisées ce qui signifie une probable évolution de ces protestations spontanées résultants de réactions impulsives envers la violence à moins qu'elles ne soient encadrées et organisées.

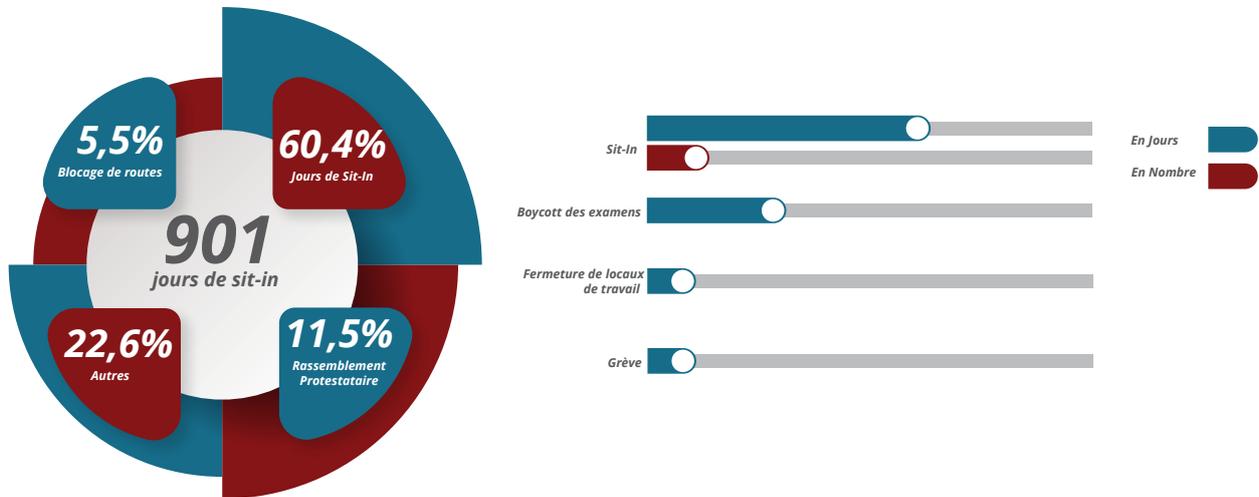
Ces manifestations spontanées ont été à hauteur de 100% de l'ensemble des mouvements dans les gouvernorats de Mahdia, Ariana, Nabeul, El Kef, Gabès, Beja et Menouba (un total de 89 actions de protestation) et étaient à des degrés divers dans le reste des gouvernorats. Il est à noter que les manifestations organisées demeurent en prédominance dans les gouvernorats de Bizerte, Siliana et Sfax puisqu'elles ont atteint, dans l'ordre, 60%, 88% et 62% du total des manifestations relevées dans ces régions.



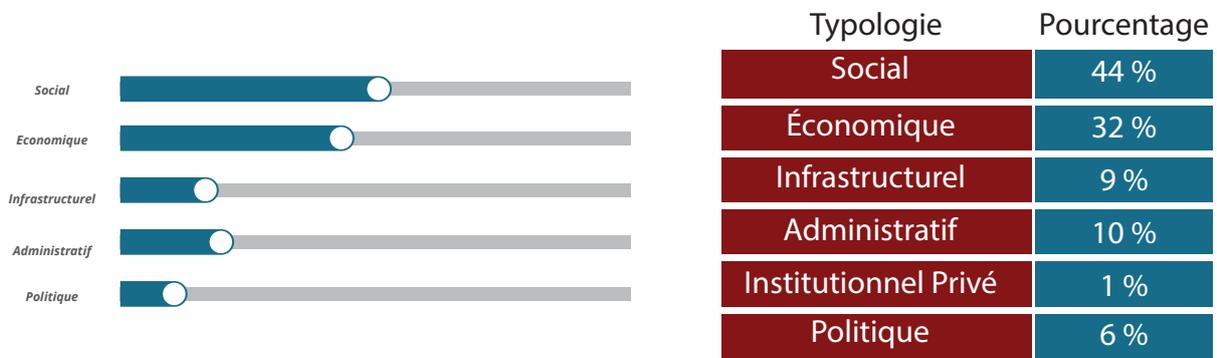
Quant aux manifestations anarchiques, c'est-à-dire celles qui ont tendance à être violentes, elles ont représenté 84% du total des manifestations enregistrées durant le mois de Janvier 2021. Nous rappelons que les manifestations anarchiques à tendance violente ont commencé à émerger durant le mois de Mai 2020 avec un taux d'environ 73%, et ont marqué le début d'un changement dans la cartographie des manifestations sociales, de sorte que les gouvernorats du Centre-Ouest sont devenus au premier rang des zones les plus en colère et les plus contestataires.



Les manifestations anarchiques ont représenté 89,5% du total des manifestations dans le gouvernorat de Kasserine, 84% des manifestations de Kairouan, 92% des manifestations de Gafsa et 79% des manifestations du gouvernorat de Tunis. Les manifestations dans le gouvernorat de Gabes ont été anarchiques à 100%.



En ce qui concerne les formes de contestation, les sit-in ont représenté la forme la plus enregistrée avec un taux de 60,4%. En effet, 901 jours de sit-in ont été relevés pour des sit-in qui durent depuis des mois et qui se sont poursuivis au cours du mois de Janvier. Les rassemblements protestataires ont représenté 11,5% du nombre total de protestations relevées, les blocages de routes à hauteur de 5,5% et diverses autres formes de protestation à hauteur d'environ 22,6% des manifestations observées au cours du mois de Janvier 2021.



La plupart des revendications des manifestants ont été d'ordre économique et social (74%), les demandes d'emploi (23%), le droit au développement (19%), le droit à l'eau (4%), l'application d'un accord antérieur (5%) ainsi que d'autres demandes légitimes que citoyens, étudiants, employés, chômeurs, agriculteurs, ouvriers et autres revendiquent devant des autorités locales, régionales et centrales qui partagent une politique de non-interaction avec les revendications des manifestants. On remarque tout au long du mois de Janvier l'augmentation des protestations des agriculteurs exigeant la distribution équitable des produits subventionnés de l'ensilage et de l'ammonitrite leur permettant un climat et des conditions appropriés à la production. Ces protestations des agriculteurs ne rencontrent aucune interaction significative. Cela s'est produit à un moment où la pandémie Corona dans tous les pays du monde soulève la priorité de la sécurité alimentaire surtout après l'expérience de la fermeture totale et globale des frontières entre les pays.



Secteur	Pourcentage
Éducatif	14 %
Environnemental	3 %
Sanitaire	1 %
Sécuritaire	3 %
Juridique	16 %
Sportif	1 %
Accès à l'eau	6 %
Agricole	1 %
Transport	1 %
Secteur Privé	4 %
Secteur Public	56 %

Des protestations ont également été enregistrées concernant l'amélioration du niveau social et le droit à une vie décente comme l'amélioration des infrastructures, l'accès à l'eau potable, l'arrêt des violations professionnelles contre les travailleurs, le paiement des indemnités, l'amélioration des services de santé et l'approbation de la régularisation équitable de la situation des travailleurs de chantiers urbains.

Quant aux espaces de contestation, les routes restent le premier théâtre des manifestants avec un taux de 38%, suivies par le siège de production et d'administration et le siège des instances de pouvoir avec des taux équivalents (10%). Même l'hôpital et la prison sont devenus des espaces de protestation, en relevant deux protestations dans un hôpital et 12 manifestations dans une prison.

Les acteurs sociaux initiateurs des mouvements	
Citoyens	25 %
Jeunes	24 %
Employés	13 %
Habitants	9 %
Enseignants	8 %
Chômeurs	7 %
Conducteurs	5 %
Parents	5 %
Travailleurs	4 %
Diplômés chômeurs	3 %

Les espaces de protestation	
Routes	38 %
Siège de product	10 %
Sièges sociaux administratifs	10 %
Bâtiments publics	9 %
Sièges Gouvernorat	9 %
Institutions éducatives	7 %
Sièges des Délégations	5 %
Institutions Judiciaires	5 %
Médias	5 %
Sièges des ministères	3 %

LA MIGRATION NON-RÈGLEMENTAIRE

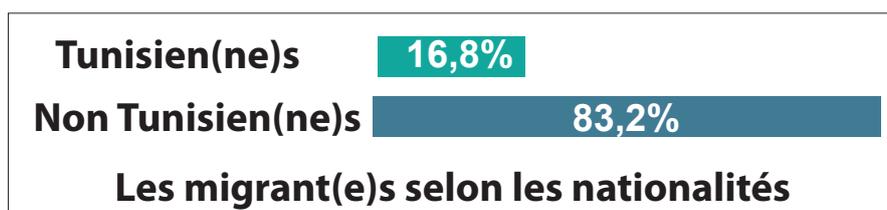


Le mois de Janvier 2021 a débuté dans un contexte de tensions politiques, économiques et sociales qui ne cessent de se poursuivre dans un sens de scénarios imprévisibles mais la migration non-règlementaire a connu un rythme sans surprise au cours de ce mois de Janvier, compte tenu notamment des facteurs climatiques de ce mois, puisque nous avons relevé l'arrivée de 61 migrants non-règlementaires sur les côtes italiennes, constituant une légère baisse par rapport à Janvier 2020, 17 opérations de passage ont été interceptées et 463 migrants ont été empêchés d'atteindre les côtes italiennes.

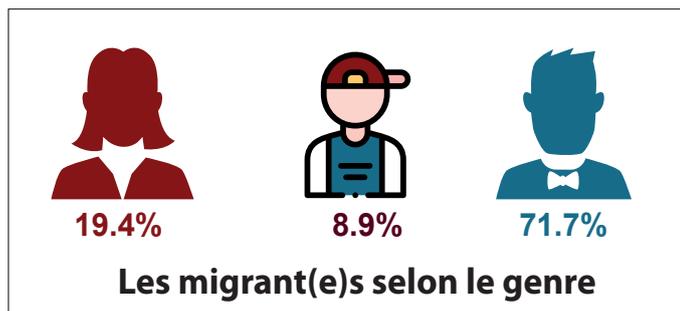


Les opérations interceptées par région

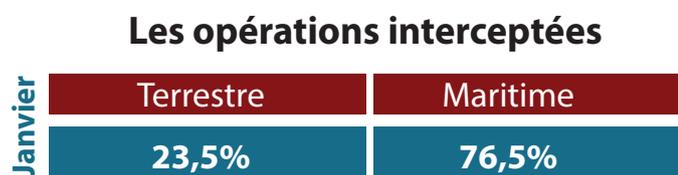
La région de Sfax est toujours la première dans les opérations de passage interceptées avec un taux de 41,1%. Cela ne peut s'expliquer uniquement par les traditions de la région liées à la migration non-règlementaire ni à la crise de la pêche, ni la présence de migrants d'Afrique subsaharienne en abondance dans la région ou des jeunes tunisiens venant des régions intérieures, mais aussi par les conséquences économiques de la pandémie sur la région et l'activité l'intensifiée des réseaux de migration non organisés qui sont restés non ciblés pour une raison ou une autre.



La migration non-réglementaire a acquis une périodicité liée aux facteurs climatiques et sécuritaires mais il existe également une fréquence selon les nationalités, puisque les migrants subsahariens représentent la majorité des partants pendant la période d'Octobre à mars et qui constituent les mois où le désir des Tunisiens pour leur projet de migration non-réglementaire est moindre en raison des facteurs climatiques ce qui laisse la place pour le reste de ceux qui souhaitent migrer. Par conséquent, les migrants subsahariens deviennent la cible des organisateurs en raison de la vulnérabilité qu'ils subissent, ce qui approfondit leur envie de partir malgré tous les risques.



Le pourcentage de femmes participant aux processus de migration non-réglementaire connaît une augmentation continue et cela est principalement dû, au cours de ce mois de Janvier 2021, à la participation des femmes migrantes d'Afrique subsaharienne, individuellement ou au sein d'une famille entière.



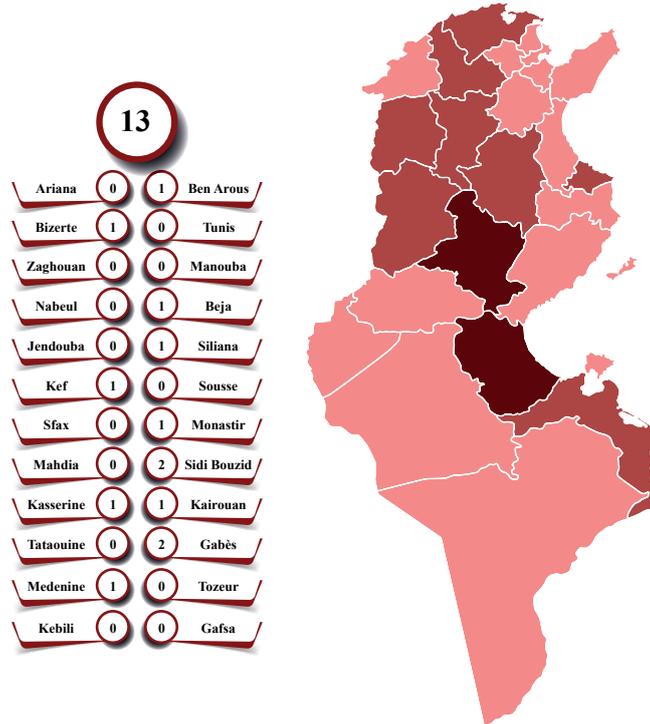
L'augmentation des arrestations à terre est due à l'interception des opérations impliquant des migrants subsahariens, de sorte que leur rassemblement est devenu sujet à la suspicion de « tentative de traversée » et que le matériel technique affrété pour la surveillance joue un rôle important dans l'interception des opérations de franchissement.

Ce qui est remarquable ce mois-ci, c'est l'interception d'un navire de migration non-réglementaire hors des eaux territoriales tunisiennes par une unité navale de l'armée de terre le 11 janvier 2021, après coordination entre le Centre de Coordination de Recherche et de Sauvetage de l'Armée maritime en Tunisie et les deux Centres de Secours à Malte et à Rome.

LES SUICIDES ET TENTATIVES DE SUICIDE

Le gouvernorat de Kairouan n'est plus en premier en termes d'acte de suicide et de tentative de suicide et pourtant ce fait n'en a pas non plus disparu.

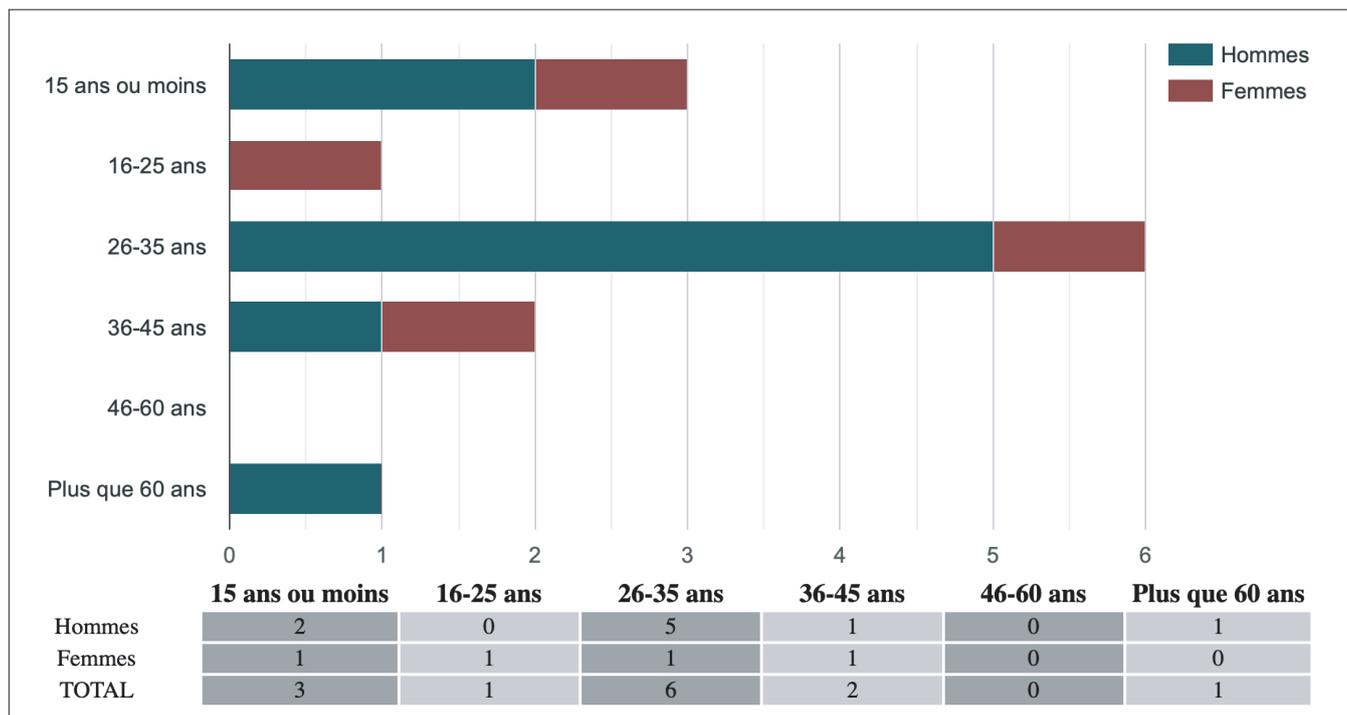
Au cours du mois de Janvier 2021, 13 actes de suicide et de tentative de suicide ont été relevés, répartis comme suit : deux suicides et tentatives à Gabès et Sidi Bouzid, et un cas de suicide et tentative dans chacun des gouvernorats de Bizerte, El-Kef, Kasserine, Médenine, Ben Arous, Beja, Seliana, Monastir et Kairouan.



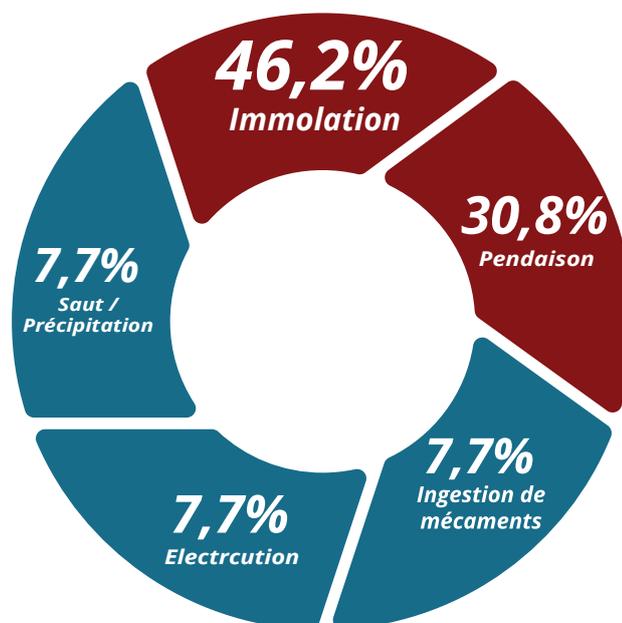
Les cas de suicide et de tentative de suicide ont enregistré une baisse de 23,5% par rapport au mois de Décembre 2020. Nous avons par ailleurs, enregistré une augmentation du pourcentage du genre féminin d'environ 7%.



Le pourcentage d'hommes a été estimé à 69,2% du total des victimes et la tranche d'âge 26-35 ans a représenté 46% (6 victimes) des victimes des cas enregistrés au cours du mois de janvier 2021.



De plus le suicide par immolation a été la forme la plus importante de suicide observée avec un taux de 46,2%, suivi du suicide par pendaison de 30,8%, du saut et précipitation, de l'électrocution intentionnelle et de l'ingestion de substances toxiques avec un taux de 7,7 % pour chacune de ces moyens.



RAPPORT SUR LA VIOLENCE

Le mois de janvier 2021 a été marqué par une nette exacerbation du phénomène de violence y compris dans divers espaces officiels et publics.

Parallèlement aux événements de violence, d'incitation, de discours de haine, d'exclusion et de racisme choquants et honteux que les membres de l'Assemblée des représentants du peuple ont échangé tout au long du mois, le pays a vécu sous l'impact d'un état de tension générale, de colère et de mécontentement, au cours duquel la plupart des gouvernorats de la République ont connu une vague de manifestations, la plupart nocturnes, accompagnées d'actes de violence, d'émeutes, d'incendies criminels et d'affrontements entre manifestants et forces de l'ordre.

Ce mois de Janvier 2021 a enregistré un usage excessif de la violence par la machine policière de l'État, suivi d'arrestations aléatoires de manifestants, de blogueurs et d'activistes sur les réseaux sociaux. Ces pratiques ont exacerbé l'état de colère et poussé à une nouvelle série de protestation pour une génération qui a choisi son mouvement sous forme d'affrontements directs avec les institutions étatiques constituée essentiellement par les forces de sécurité.

Et dans la langue des chiffres selon l'échantillon de veille, composé par certain nombre de quotidiens et hebdomadaires et de plusieurs sites Web à la fois arabes et français et sur la base des résultats des travaux de l'équipe de l'Observatoire Social Tunisien le pourcentage de violence de protestation a enregistré, pour la première fois, moins de 30% du volume total de violence.

Semblablement aux mois précédents, la violence sous sa forme criminelle reste au premier plan des violences observées, principalement sous la forme de « Braquage » et de vol avec usage de la violence, représentant 64% du volume de violence enregistré au cours du mois de Janvier 2021.

En revanche, le niveau de violence économique et institutionnelle a diminué, car il ne dépassait pas 2% de la violence totale en Janvier 2021.

Secteur	Pourcentage
Criminel	46 %
Institutionnel	2 %
Violence dans l'espace public	2 %
Économique	2 %
Protestant	30 %



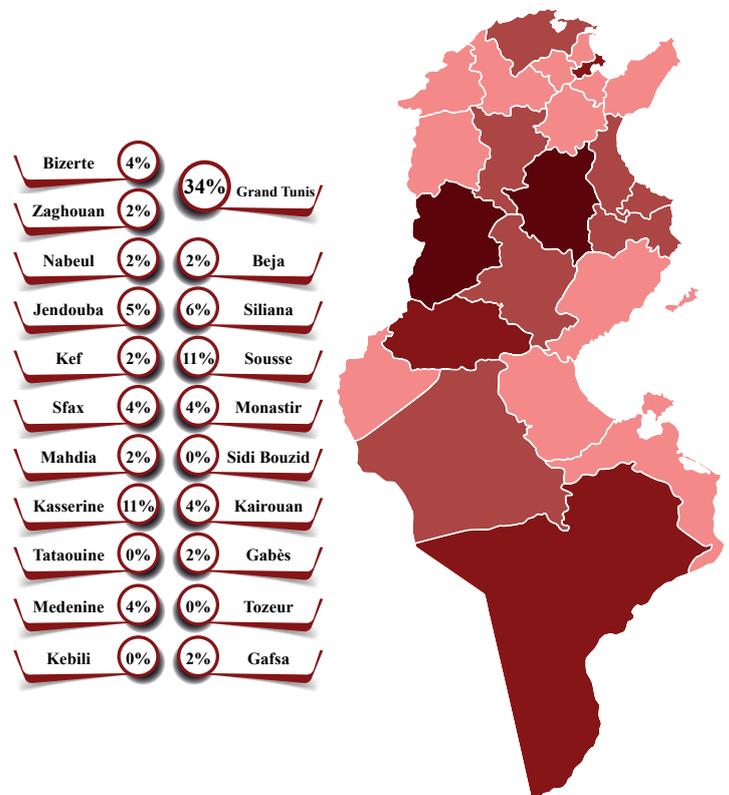
Les rues ont été le théâtre de 56% du total des violences enregistrées au cours du mois de Janvier, de sorte que l'espace domestique et l'espace résidentiel sont arrivés en deuxième position, avec 24% du total des incidents de violence. Par ailleurs les espaces administratifs et sanitaires ont connu, à part égale, 6% des violences enregistrées en Janvier.

En ce qui concerne la répartition de la violence selon les gouvernorats, il ressort des résultats des travaux de l'Observatoire Social Tunisien que la mobilisation, la colère et les tensions que la plupart des gouvernorats de la République ont connues ont eu un impact sur la cartographie et les taux de distribution de violence.

Espace	Pourcentage
Rue	56 %
Etablissements scolaires	2 %
Espace gouvernemental	6 %
Institution économique	4 %
Le Domicile	24 %
Espaces touristiques	2 %
espaces de santé	6 %

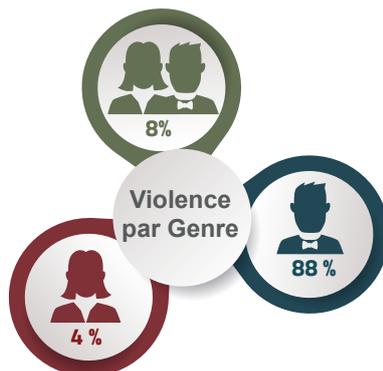


Selon les chiffres, le gouvernorat de Tunis est resté à la tête des incidents violents relevés avec 17%, sachant que la capitale a été témoin de la plupart des mouvements enregistrés au cours du mois, suivi également par les gouvernorats de l'Ariana, Kasserine et Sousse, avec 11% du total des incidents enregistrés au cours du mois de Janvier 2021. C'est un pourcentage qui montre le haut niveau de colère dans ces gouvernorats. Dans le gouvernorat de l'Ariana, les quartiers d'Ettadhamen et El Intileka ont été témoin d'affrontements entre les forces sécuritaires et les manifestants pendant plusieurs nuits. Certains quartiers de Sousse ont vécu sous l'impact de la violence, des émeutes, des incendies et des affrontements entre les forces sécuritaires et les manifestants. La même chose a été relevée dans un nombre de délégations de Kasserine, témoins d'une série d'affrontements entre forces de sécurité et manifestants plus loin après la mort du jeune homme, Heykel El-Rachdi, dans la délégation de Sbeitla, à la suite d'une blessure par une bombe lacrymogène à la tête.



Les gouvernorats de Seliana et Jendouba leur succèdent avec 6% de l'ensemble des violences observées, les gouvernorats de Monastir, Kairouan, Bizerte, Médenine et Sfax et qui sont des gouvernorats qui ont également connu des manifestations et des affrontements entre sécurité et manifestants ont enregistré 4% de l'ensemble de ces actions.

Le genre masculin a représenté 54,7% des victimes des violences signalées en Janvier 2021, tandis que le genre féminin a représenté 26,4% des victimes de violence. Comme les mois précédents, les hommes ont été les principaux responsables des violences enregistrées. Ils ont représenté 88,7% des auteurs des incidents violents.



Dans l'ensemble, les violences enregistrées au cours du mois de Janvier 2021 ont été collectives avec 71,7% de l'ensemble des actes tandis que les violences sous forme individuelle se sont situées dans une fourchette de 28,3%.

Il convient de noter que le niveau de violence a connu une escalade, qui a plafonné à la période de la commémoration de la révolution du 14 janvier. Compte tenu de la gestion par le gouvernement des manifestations qui s'est limitée à un traitement purement sécuritaire, dépourvu de toute approche sociale ou économique et de toute présence politique, les citoyens en colère ne se sont pas calmés et les rues ont enregistré une période de mouvement et une variété d'expressions de gronde tout au long du mois. Cette colère s'est intensifiée avec les discours et les déclarations publiées par les syndicats des forces sécuritaires menaçant et intimidant les manifestants, vu leur monopole de la violence légale, violence de l'État.

Violence collective
72 %



Violence individuelle
28 %



CONCLUSION

Au final, la récolte de protestation du mois de Janvier 2021 a été un indicateur important, puisqu'elle a enregistré une recrudescence d'environ 27% par rapport à Décembre 2020, similaire en termes de climat économique, social, sanitaire et politique à ce mois de Janvier.

Il a également enregistré une augmentation de 29% par rapport au mois de Janvier 2020, qui marquait le début de la première année du règne d'un nouveau « système » choisi par les électeurs lors des élections générales de fin 2019 et ses résultats ont été décrits comme un « choc », d'autant plus que le mécontentement et les tensions sociales face à la crise économique et sociale ont été le principal facteur de choix.

Cet indicateur, à savoir, l'augmentation du taux de protestations sociales, semble inaugurer une année chaude pendant laquelle les manifestations se prolongeront et au cours de laquelle les acteurs et leurs outils de protestation varieront. En effet, les formes de contestation ont commencé à s'orienter vers l'innovation et les nouveaux acteurs se dirigent vers l'extrême pour faire entendre leur voix. Peut-être que les manifestations du 30 Décembre à la place des droits de l'homme dans la capitale, qui ont paru choquantes pour beaucoup, sont les titres les plus marquants du changement et de la confrontation choisis par les nouveaux acteurs des manifestations sociales. Ce changement s'inscrit dans un contexte de recrudescence de la répression policière lors des manifestations de mi-Janvier, en particulier dans les ceintures populaires de la capitale.

Le climat politique tendu donne une impulsion à d'avantage de violence entre les manifestants et les forces de sécurité et la colère des syndicats de la sécurité face aux formes innovantes de protestation des manifestants et leur perception de ces formes de protestation comme un outrage au prestige de la sécurité sans oublier la tendance du discours de ces syndicats à menacer les mouvements sociaux et les manifestants. Cette situation s'est non seulement accompagnée d'une absence fulgurante d'un discours apaisant officiel imposant la prévalence de la loi mais les parties politiques en conflit sous le dôme du Parlement ont tenté dans leurs déclarations d'attirer les forces de sécurité en colère, Par conséquent, la crise politique que traverse actuellement le pays, en convergence avec les tensions sociales et l'état général de mécontentement parmi tous les manifestants , expose le pays à une explosion sociale, à des violences et à une collision entre manifestants et forces de sécurité dans les prochains jours, à moins de recourir à la sagesse et à une bonne gestion de la crise sociale.

NOUVELLE MÉTHODOLOGIE DE CALCUL SCIENTIFIQUE :

À partir du mois de Mars, l'Observatoire Social Tunisien du Forum tunisien des droits économiques a adopté une nouvelle méthodologie de calcul scientifique dont voici les bases :

Définitions :

Mouvements instantanés: caractérisés par la surprise et la vitesse de mouvement résultant de la colère de la foule et de la gronde qu'elle génère mais sont limités dans le temps et l'espace. Ce type de mouvement cherche à mobiliser l'attention et la mobilisation sociale et se caractérise par leur nature pacifique, Cependant, ces mouvements varient dans les paramètres de développement de la protestation, y compris le recours à la violence.

Mouvements planifiés : mouvements qui étaient essentiellement instantanés mais qui ont évolué et développé des mécanismes d'action dans le temps et l'espace et ont pu acquérir la capacité d'organisation et de préparation d'une et chercher à développer des contre-mobilisation mais restent essentiellement pacifiques.

Ils se distinguent par leurs moyens organisationnels et leur capacité à assurer son action continue et la mobilisation pour les mêmes raisons.

Mouvements anarchiques (violents) : ce sont des mouvements qui font de la contre-violence l'un de leurs mécanismes d'action et sont souvent des réactions directes employant tous les moyens pour la confrontation et l'atteinte de leurs objectifs mais ils manquent souvent d'éléments d'organisation, de programme et de moyens clairs.

La méthodologie de Calcul :

L'unicité d'un mouvement est définie par un mode d'action, un lieu et une journée.

Une protestation se déroulant dans plusieurs lieux sera comptabilisée comme étants plusieurs mouvements.

Un mouvement ayant lieu sur plusieurs jours sera comptabilisé chaque jour.

Une protestation utilisant différentes modes d'action sera comptabilisée une fois pour chaque action.

MÉTHODOLOGIE DE VEILLE DE LA MIGRATION NON RÉGLEMENTAIRE

- Les opérations d'interception : la veille repose sur les rapports du Ministère de l'Intérieur et les déclarations du porte-parole de la Garde Nationale dans les divers médias. Dans la plupart des cas, ils n'incluent pas de données détaillées (genre, tranches d'âge, pays d'origine des migrants ...)
- Les arrivées sur les côtes européennes : Plusieurs structures émettent des données numériques sur les arrivées en Europe, comme le Haut-Commissariat pour les réfugiés, l'Organisation Internationale pour les migrations, les Ministères de l'Intérieur des pays européens et l'Agence Européenne de Surveillance des côtes.
Les chiffres présentés restent approximatifs et nécessitent une mise à jour continue selon les données publiées par les structures officielles et civiles qui peuvent être édités dans des rapports ultérieurs mais qui fournissent une lecture de l'évolution et du changement de la dynamique de la migration non-règlementaire.
- Les chiffres invisibles : ce sont le nombre de migrants qui atteignent les côtes européennes sans passer par les autorités locales ou les structures internationales et ne se retrouve pas dans un recensement. Ce sont des chiffres importants et qui diffèrent selon les tactiques des réseaux des passeurs de migrants. Il comprend également des opérations de départ depuis les côtes tunisiennes qui réussissent à échapper au contrôle sécuritaire strict ou celles dont le passage est intercepté sans émettre de rapports ou sans les annoncer.